

Le rajeunissement des mécènes fait évoluer les pratiques. Une mutation au cœur des 4^{es} Assises de la philanthropie, organisées par l'Institut Pasteur et « Le Monde »

Les nouveaux visages de la philanthropie

La philanthropie prend un coup de jeune. En 2014, trois des plus importants donateurs américains étaient des trentenaires. Et sur les 10 milliards de dollars offerts par les 50 principaux philanthropes du pays, la moitié provenait de patrons ayant fait fortune dans les nouvelles technologies, selon le classement réalisé par *The Chronicle of Philanthropy*. Symbole d'une société où les richesses se créent aussi vite que se creusent les inégalités.

« Non seulement les dirigeants deviennent riches plus rapidement, mais ce public est davantage réceptif à l'idée de rendre à la société ce qu'elle a pu leur donner. La philanthropie change de visage », explique Antoine Vaccaro, président du Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie. Certes, la majorité des grands philanthropes américains est âgée de plus de 70 ans, mais une nouvelle génération prend le relais, aux Etats-Unis comme ailleurs.

En France aussi, ces questions préoccupent plus précocement. « En huit ans, j'ai clairement constaté une évolution. Désormais, il est fréquent que des entrepreneurs nous sollicitent dès 40-45 ans pour intégrer le don dans l'évolution de leur patrimoine. Avant, ce type d'interrogation intervenait vingt ans plus tard », souligne Nathalie Sauvanet, responsable de la philanthropie individuelle chez BNP Paribas Wealth Management.

Ce rajeunissement dépoussière la philanthropie à l'ancienne qui s'apparentait davantage à de la charité et n'était pas forcément très regardante sur ce qu'il adviendrait de l'argent. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Les entrepreneurs importent les méthodes du business dans la façon dont ils gèrent leur philanthropie. Une évolution qui était au cœur des débats des quatrième Assises de la philanthropie, organisées le 31 mars à Paris par l'Institut Pasteur et *Le Monde*.

« Cette action est plus structurée que celle de mes grands-parents, qui s'attachaient "seulement", si je puis dire, à faire le bien. Désormais, c'est quasi professionnel. Les codes et le vocabulaire de l'entreprise sont entrés dans les fondations », explique Sophie Lacoste-Dournel, fondatrice du fonds de dotation Porosus.

Les philanthropes du XXI^e siècle veulent tester de nouveaux modèles et cherchent à nouer des relations plus engageantes, quasi partenariales, avec les organisations soutenues. « La philanthropie est une sorte de laboratoire d'innovation du bien commun. Aux pouvoirs publics de prendre le relais, si l'essai leur paraît concluant. Mais nous ne sommes pas un guichet où l'on vient retirer une subvention. Nous avons une vision entrepreneuriale. L'idée est de travailler en étroite collaboration avec le projet sélectionné afin de s'assurer qu'il est mené à son terme », explique Olivier Brault, directeur général de la Fondation Bettencourt-Schueller, la plus importante en France, avec 50 millions d'euros de dons prévus en 2015.

La recherche d'efficacité étant prégnante, les donateurs n'ont

qu'un mot à la bouche : l'impact. Ils veulent connaître, mesurer, évaluer les effets de leur don. « Le philanthrope est devenu, au fil des ans, acteur de sa générosité. Il est impensable de se contenter de lui fournir une seule fois par an des informations sur l'utilisation de son argent. Nous organisons donc des réunions, des rencontres avec les chercheurs. Avec les grands donateurs, notamment étrangers, nous devons, pour chaque projet, présenter de véritables "business plans" », explique Christian Bréchet, le directeur général de l'Institut Pasteur.

Si tous ne jurent que par le sacro-saint retour sur investissement social, personne n'a encore trouvé la méthode universelle permettant de l'évaluer, tant les causes soutenues et les champs d'action sont divers. « Nous commençons même à voir de nouveaux philanthropes déçus de leurs actions, car cela ne va pas aussi vite qu'ils le souhaiteraient. Contrairement à ce qu'ils pen-

« Nous ne sommes pas un guichet où l'on retire une subvention. »

Notre vision est entrepreneuriale »

OLIVIER BRAULT
directeur général de la Fondation Bettencourt-Schueller

sent, la recette qui leur a permis de réussir dans le monde des affaires n'est pas forcément duplicable dans celui de la générosité », explique Arthur Gautier, directeur exécutif de la chaire philanthropie à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec).

D'ailleurs, la European Venture Philanthropy Association, l'asso-



LEA CHASSAGNE

ciation européenne des investisseurs philanthropes, a publié le 10 février une étude au titre sans équivoque, « Apprendre de nos échecs », qui énumère toutes les difficultés rencontrées, notamment la difficulté à concilier objectifs financiers et sociaux.

Cette capacité à se remettre en cause est un signe de maturité pour un secteur jusqu'ici très secret, qui n'hésite plus à partager ses expériences. « C'est très visible depuis deux ou trois ans. Nous sommes moins jaloux de nos dossiers, nous participons à des cercles, collaborons davantage, ce qui se traduit parfois par des co-investissements », explique Sophie Lacoste-Dournel. Cette ouverture s'effectue aussi en direction des donateurs étrangers, et pas seulement des anglo-saxons. Dans un monde où le transfert de richesse s'opère vers l'Asie et les pays en développement, les philanthro-

pes du Sud devraient à l'avenir se faire davantage entendre.

Certes, il existe encore peu de données sur les multiples facettes de cette philanthropie, mais là aussi l'heure est à la modernisation. « Les philanthropes des pays arabes ont désormais une vision stratégique et ne font plus simplement acte de charité. Ils veulent être plus impliqués et évaluer l'impact des missions qu'ils soutiennent », explique Atallah Kuttab, le fondateur de Saaned for Philanthropy Advisory in the Arab Region, une société jordanienne de conseil en philanthropie.

C'est d'ailleurs pour être maître de leur don que les grandes familles ont bâti leur propre structure philanthropique. « Lorsque en 1967 l'industriel Vehbi Koç a créé la première fondation turque, c'était pour mener sa philanthropie comme il l'entendait. C'était la seule façon d'être plus efficace et

de soutenir des projets d'envergure », explique Erdal Yildirim, le président de la Koç Foundation, la plus importante de Turquie, qui a investi au cours des dix dernières années plus de 200 millions d'euros dans l'éducation, la santé et la culture.

Reste encore aux fondations à trouver le moyen de se développer dans des pays où les gouvernements ne facilitent pas forcément leur essor. « L'Etat marocain a une position ambiguë. D'un côté, il se satisfait que nous prenions en charge les besoins auxquels il ne peut répondre, de l'autre, la mise en place d'un cadre législatif, qui permettrait de développer les fondations et, de manière plus générale, l'économie sociale et solidaire tarde encore », explique Amina Laraki-Slaoui, présidente de l'Association marocaine des handicapés.

M. Kuttab abonde : « Depuis les "printemps arabes", de nombreux gouvernements sont devenus plus prudents et considèrent la société civile comme une menace potentielle. Espérons que cela évolue, car elle a besoin, tout comme les philanthropes, d'être encouragée plutôt que contrôlée. »

Les fortunes étrangères sont aussi dans le radar des organisations françaises, qui peinent à élargir leur cercle de donateurs nationaux. « Depuis deux ans, nous assistons à une forte internationalisation dans la collecte de fonds. Les grandes institutions ont une marque, un prestige à faire valoir à l'étranger », explique Yaële Aferiat, directrice de l'Association française des « fundraisers ».

L'international est d'ailleurs un objectif de l'Institut Pasteur. « Nous sommes présents dans 25 pays à travers 32 institutions et le nom de Pasteur est mondialement reconnu. Nous sommes donc légitimes pour augmenter la part de notre collecte à l'étranger, qui ne représente que 11% des montants engrangés en France », souligne M. Bréchet, tout en soulignant qu'il faudra du temps et des investissements pour y parvenir. ■

« Mieux faire entendre les voix du Sud »

FIROZ LADAK est le directeur général des Fondations Edmond de Rothschild, qui ont lancé le réseau Empowering Families for Innovative Philanthropy (Erfip), avec l'ambition de mieux faire connaître les philanthropes des pays en développement. Entretien.

Quelles sont les grandes caractéristiques de la philanthropie du Sud ?

Les philanthropes y sont jeunes. Souvent, la nouvelle génération n'attend pas de faire fortune ou d'atteindre un certain âge pour s'intéresser à ces questions. Ils sont très attentifs à l'efficacité de leur action. La séparation entre la philanthropie et l'entreprise est aussi nettement moins marquée, car, dans de nombreux pays du Sud, l'économie reste très dépendante de capitaux familiaux.

Les donateurs doivent, en revanche, composer avec une stabilité gouvernementale toute relative et une bienveillance souvent aléatoire de la classe politique à leur égard. Il leur faut à la fois travailler en coopération avec l'Etat, sans pour autant qu'il y ait une interférence du pouvoir.

Pourquoi avoir créé ce réseau ?

Moins médiatisée, la philanthropie du Sud n'est pourtant pas émergente. L'action de donner est souvent ancestrale et fondée sur des croyances religieuses. Dans le monde musulman, par exemple, c'est un des cinq piliers de l'islam et des milliers de *waqfs* (équivalent des fondations) ont financé jusqu'au XIX^e siècle écoles, hôpitaux et œuvres sociales dans l'Empire ottoman. En Inde, la participation des grandes familles industrielles au développement du système éducatif est fortement ancrée, comme en témoigne l'action de la famille Tata depuis 1892. En Afrique, certains philanthropes comme le Nigérian Tony Elumelu sont désormais célèbres. Mais derrière ces grands noms, il existe des centaines de familles qui investissent massivement dans l'éducation, la santé ou l'emploi des jeunes. Nous avons créé ce réseau pour qu'on entende davantage leur voix.

Comment fonctionne-t-il ?

Aujourd'hui, une cinquantaine de familles de plus de vingt pays, de l'Afrique du Sud à la Chine en passant par la

Jordanie et le Pakistan, participent à cette initiative. Notre plate-forme est un lieu d'échanges. Lors de notre dernière réunion, un philanthrope de Hongkong a, par exemple, détaillé son action, qui permet d'équiper en lunettes les populations déshéritées de la région des Grands Lacs, en Afrique. Sa méthode a depuis été dupliquée par une fondation pakistanaise.

Un des objectifs est aussi de mieux faire connaître ces philanthropes du Sud afin qu'ils développent des liens plus étroits avec les bailleurs de fonds internationaux – comme le Programme des Nations unies pour le développement, l'Agence française de développement ou l'Agence américaine pour le développement international (Usaid). Ceux-ci ont encore trop tendance à s'appuyer sur des modèles d'intervention traditionnels, qui s'inspirent d'un dialogue Nord-Sud entre Etats, mais ne construisent pas suffisamment de liens avec les communautés d'affaires locales. L'idée d'Erfip est de valoriser les synergies entre le secteur privé et l'intérêt général. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F. CA.

FRÉDÉRIC CAZENAVE